



DOSSIER

La lutte contre la précarité alimentaire, quelles solutions?

Contenu

1.	Compte-rendu de la rencontre du 20/04/2016	1
1.1.	Présentation des réflexions des étudiants Sciences Po	1
1.2.	Présentation des travaux des étudiants Sciences Po.....	2
2.	Echantillon d'initiatives analysées	13

CONTACT :

Chloé LANDROT

Responsable Programmes & International

chloe.landrot@resolis.org

Tél. 01 56 81 64 48

resolis.org

- juin 2016 -

1. Compte-rendu de la rencontre du 20/04/2016

L'association RESOLIS a rassemblé une vingtaine d'acteurs pour partager leur expérience de terrain et mutualiser leurs savoirs autour de la question « La lutte contre la précarité alimentaire: quelles solutions ? ». Cette Rencontre a permis à des acteurs du monde associatif et universitaire de réfléchir ensemble, et d'échanger de façon transversale et informelle sur leurs modes d'actions et leurs difficultés.

Cette Rencontre s'inscrit dans le cadre des Programmes de *RESOLIS* « Alimentation Durable et Responsable » soutenu par la *Fondation de France*, la *Fondation Danièle et Nina Carasso*, les régions PACA et Auvergne/Rhône Alpes, et « Pauvreté France », soutenu par la *Fondation Bettencourt Schueller*. Depuis 2014, l'association, avec l'aide d'étudiants, repère et valorise des solutions de terrain innovantes dans le domaine de l'alimentation durable et responsable, à tous les niveaux de la chaîne agroalimentaire.

Après avoir publié plus de 200 initiatives dans son Observatoire, *RESOLIS* a choisi d'approfondir le thème de la précarité alimentaire après avoir fait le constat d'un nombre considérable d'initiatives travaillant dans ce champ, et alors que 15% des français seraient touchés. Ce projet vise à élargir l'échantillon d'initiatives locales concernées et dans l'objectif de faire des propositions aux responsables de politique publique, particulièrement aux collectivités territoriales, qui sont les acteurs publics proches des millions de citoyens concernés par le fléau de la précarité alimentaire.

1.1. Présentation des réflexions des étudiantes Sciences Po

Les thèmes de travail de la matinée ont été proposés par un groupe de quatre étudiantes de Sciences Po¹ en projet collectif, qui de septembre 2015 à mai 2016, ont mené une enquête de terrain sur des initiatives locales françaises touchant à la précarité alimentaire. L'analyse près d'une cinquantaine d'actions de terrain recensées en France et en Amérique du Nord leur a permis de faire ressortir de grands enjeux :

1 - Une aide alimentaire plus efficace : des innovations pour l'accès aux produits alimentaire

- Repenser l'aide alimentaire dans la transition alimentaire
- Propension à favoriser la qualitatif sur le quantitatif : l'aide alimentaire doit être digne
- Un facteur de réussite : l'ancrage territorial des initiatives

2 - Une aide alimentaire à dimension sociale plus responsabilisante

- Le caractère social de l'alimentation pour lutter contre l'isolement des personnes
- Rétablir l'estime de soi des personnes par l'alimentation
- Dépasser le concept d'aide: vers un "empowerment" des bénéficiaires

3- Des modes de financement plus efficaces

- Les modes de financement actuels en externe permettent-ils la transition alimentaire, l'autofinancement étant marginal ?
- Une baisse des dotations publique, notamment européenne qui pose un réel enjeu de pérennisation de l'équilibre financier

4- Des solidarités alimentaires similaires entre la France et l'Amérique du Nord?

- Les Etats-Unis, l'alimentation la moins chère du monde
- Mais pour quels coûts environnementaux et sanitaires ?
- Quels facteurs de réussite et difficultés ?

Question de conclusion : **Peut-on aller encore plus loin dans la transformation des modes de gouvernance des initiatives pour effacer le concept d'aide alimentaire ?**

¹Fiona KINNIBURGH, Claire LATOUCHE, Anna VALDEBOUZE, Louise VERON

La précarité alimentaire: quelles solutions?

Synthèse finale

En 2012 selon l'INSEE, 8,5 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en France, ce qui représentait 13,9% de la population. Aujourd'hui, selon des estimations établies par la Banque Alimentaire, 6 millions de personnes seraient en situation de précarité alimentaire en France, et environ 3,9 millions de personnes auraient recours à l'aide alimentaire, comme l'indiquent les chiffres de la Direction Générale de la Cohésion Sociale de 2014.

Un avis adopté par le Conseil économique et social français en février 1987, sur la base du rapport « Grande pauvreté et précarité économique et sociale » présenté par Joseph Wresinski, définissait ainsi la précarité : *“La précarité est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales, et de jouir de leurs droits fondamentaux.”*

L'aide alimentaire est une aide attribuée à des personnes en situation de précarité ou qui rencontrent ponctuellement des difficultés économiques. Jusqu'à l'adoption de la Loi n° 2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) le 27 juillet 2010, il n'existait pas en droit français de définition de l'aide alimentaire. Aujourd'hui, l'Article L. 230-6 du Code Rural dispose que *«L'aide alimentaire a pour objet la fourniture de denrées alimentaires aux personnes les plus démunies. Cette aide est apportée tant par l'Union européenne que par l'Etat ou toute autre personne morale»*. De plus, la LMAP fixe un cadre de fonctionnement de l'aide alimentaire en France, avec une habilitation des structures pouvant percevoir des contributions publiques. L'objectif visé est de *«garantir la fourniture de l'aide alimentaire sur une partie suffisante du territoire et sa distribution auprès de tous les bénéficiaires potentiels, d'assurer la traçabilité physique et comptable des denrées et de respecter de bonnes pratiques d'hygiène relatives au transport, au stockage et à la mise à disposition des denrées»*. Le décret pris en Conseil d'Etat le 19 janvier 2012 relatif à l'aide alimentaire met en application ces dispositions législatives et précise par ailleurs le cadre du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) et du Programme national d'aide alimentaire (PNAA).

Dans un tel contexte, dans quelle mesure la lutte contre la précarité alimentaire peut-elle être un innovante sur le plan social, et contribuer à une transition alimentaire plus responsable?

Les réflexions présentées ici pour tenter de répondre à cette interrogation sont le fruit de plusieurs *projets collectifs* conduits par nous, étudiantes et étudiants de Sciences Po, de septembre 2014 à mai 2016, en partenariat avec RESOLIS, la *Chaire UNESCO en Alimentations du Monde*, et l'*Association des Régions de France*. Une présentation de notre travail suivi d'un échange avec les partenaires associatifs de RESOLIS en avril 2016 a permis de tirer des conclusions de la prospection réalisée.

Les données utilisées proviennent d'une série de rencontres réalisées avec des acteurs engagés en France dans des programmes de lutte contre la précarité alimentaire. La mise en commun de ces échanges a permis de constituer un échantillon de 49 initiatives. Celui-ci n'a pas prétention à être représentatif de l'état actuel du système de lutte contre la précarité alimentaire en France. Toutefois, nos échanges avec des acteurs contribuant à l'évolution de ce système ont été enrichissants

en ce qu'ils nous ont permis de dégager un certain nombre de problématiques sur les défis se posant à l'évolution du système d'aide alimentaire.

Les projets de 2013/2014 et 2014/2015 ont davantage porté sur la réforme du système de production alimentaire. L'objectif premier des initiatives répertoriées en 2015/2016 était plutôt de nourrir des personnes en situation de précarité. Ces deux objectifs ont fréquemment des difficultés à s'allier. En effet, l'aide alimentaire constitue un système à deux vitesses, avec d'une part l'aide alimentaire classique, purement distributive, et d'autre part une aide plus militante, ayant souvent une portée davantage locale et cherchant à inclure le bénéficiaire dans le processus, en le valorisant dans le cadre de la promotion d'une alimentation équilibrée, responsable et durable. Ce deuxième type d'aide alimentaire présente donc un potentiel d'innovation dans le domaine de la lutte contre l'exclusion.

Face à la baisse des financements européens, au besoin ressenti d'inclure toutes les classes sociales dans la nécessaire réforme de notre mode de production alimentaire, et face au constat selon lequel la précarité alimentaire se traduit par des problèmes sanitaires et notamment d'obésité, les initiatives étudiées repensent l'aide alimentaire afin d'y agréger des solutions à ces problèmes.

Afin d'analyser le potentiel de généralisation de ces initiatives, il s'agit de faire ressortir leurs facteurs de réussite ou d'échec en étudiant leurs modes de gouvernance, les formules proposées pour offrir une aide alimentaire digne, ainsi que leurs modes de financement. Nous avons également eu l'opportunité de constituer un échantillon d'initiatives implantées en Amérique du Nord, ce qui nous permettra dans une dernière partie de tirer les grands traits d'une comparaison entre les deux systèmes.

I. Quelles pratiques pour lutter contre la précarité alimentaire?

A. Typologie des initiatives recensées

Chaque initiative vise à contribuer à la réduction d'externalités négatives, et/ou à la génération d'externalités positives. Selon la publication de RESOLIS sur les Systèmes Alimentaires Territorialisés en France, on retient quatre grandes familles d'externalités : environnementales, sociales, culturelles, et pédagogiques. Mais il est parfois difficile de distinguer la visée première d'une initiative de ses externalités secondaires. Les acteurs interviewés ont ainsi fréquemment mis en avant la multiplicité de leurs objectifs comme facteur de leur réussite. Ainsi, 67% des initiatives étudiées s'inscrivent dans plusieurs des neuf types de programmes de lutte contre la précarité alimentaire ayant été répertoriés : les activités pour la restauration du lien social, la distribution de produits, la reprise d'un projet professionnel ou d'un projet de vie, les épiceries, les repas solidaires, les jardins partagés ou fermes, les programmes d'éducation culinaire, les coopératives, les plateformes de transformation de produits et les groupements d'achats.

Nous notons par ailleurs une propension à favoriser le qualitatif sur le quantitatif, basée sur l'idée que l'aide alimentaire doit être digne et non seulement constituée de produits bon marché ou de mauvaise qualité. Cela passe par exemple par l'offre d'une alimentation équilibrée : à travers l'initiative *Potager Citoyen*, les magasins *Gammvert* offrent ainsi à des jardiniers amateurs des plants de fruits et légumes. Les récoltes sont remises à l'enseigne, qui les distribue aux *Restos du Cœur*.

Une aide alimentaire inclusive permet aussi de laisser le choix du produit au consommateur: les initiatives de groupement d'achat, telles que *Vrac Asso* en banlieue lyonnaise, proposent d'effectuer des achats groupés afin d'avoir un plus vaste choix de produits à moindre coût.

Cela peut également passer par la mise à disposition de produits festifs ou de luxe pour les personnes dans le besoin. Avec l'initiative *les Chasseurs ont du Cœur*, par la Banque Alimentaire de Touraine, des chasseurs remettent le gibier chassé aux *Restos du Cœur*. Cette initiative est également un indicateur de la nécessaire bonne coordination entre acteurs impliqués : le produit devant être consommé rapidement, c'est toute une chaîne de solidarité qui se met en place entre les bénévoles, qu'il s'agisse de chasseurs, vétérinaires, transporteurs, abattoirs, ou d'étudiants en Baccalauréat professionnel chargés de la mise sous vide de la viande.

Par ailleurs, peu d'initiatives ont pour objectif premier de délivrer des produits locaux, biologiques et les circuits courts sont rares : les producteurs sont directement impliqués dans l'initiative uniquement dans 27% des cas recensés. Très peu s'inscrivent donc pleinement dans l'idée que la nécessaire réforme du système de production alimentaire doit intégrer toutes les classes sociales. Les jardins partagés promeuvent certes l'écologie à travers l'aide alimentaire, mais restent des exceptions dans le paysage de l'aide alimentaire française. L'innovation a lieu davantage au niveau des modes d'inclusion sociale et d'organisation que des modes de production. Bien que beaucoup d'initiatives aient une visée pédagogique, ce que des projets cherchent à transmettre est l'importance de manger équilibré, plutôt que de manger des denrées dont la production a eu une empreinte écologique moindre : ce n'est pas la préoccupation première des personnes en situation de précarité.

B. L'implantation territoriale comme facteur de réussite

Les acteurs rencontrés ont mis en avant la nécessité d'être implanté et reconnu à l'échelle locale. Le CCAS d'Angers s'est ainsi fixé pour objectif d'impliquer les maisons de quartier et le milieu associatif dans son projet de distribution de filets solidaires, dans le but notamment d'apporter de la visibilité au projet. La mairie d'Angers a par ailleurs mis en place une *Mission d'Animation pour une Alimentation Solidaire* (MAAS) afin de coordonner l'aide alimentaire sur le territoire. Tout nouveau projet sur ce thème doit être approuvé par un comité de la MAAS. La valorisation mutuelle des acteurs des collectivités et du milieu associatif permet ainsi aux exclus de la consommation de mieux connaître l'offre à laquelle ils peuvent accéder, et encourage ainsi un décroisement du système, permettant progressivement de sortir des schémas classiques de distribution.

L'implantation territoriale passe également par l'approfondissement de la connaissance du terrain et des besoins. La mise en place du dispositif pour le projet *Tournée Villages* de ReVIVRE a ainsi nécessité un travail de prospection sur un an, afin de connaître les besoins sur place. L'association s'est pour ce faire, rapprochée des services sociaux locaux, avec lesquels elle a mené une enquête de terrain et cartographié la région afin de repérer les zones désertées par l'aide alimentaire classique. Une étude d'impact est également prévue.

Malgré ce besoin d'identification des bénéficiaires potentiels, nous notons une volonté récurrente de ne pas restreindre l'accès à l'aide. Lorsque des critères de sélection sont mis en place, l'aide alimentaire peut être excluante de fait, par le type d'activités proposées, lorsqu'elles ciblent par exemple des personnes sans domicile fixe, des étudiants ou personnes âgées en maisons de retraite. Les isolés géographiques sont par ailleurs particulièrement visés par les épiceries sociales itinérantes.

Les collectivités, et autres services sociaux restreignent l'accès à l'aide en octroyant un droit d'accès basé sur un calcul du reste à vivre des ménages. Pour les CCAS, le but recherché sera alors par

exemple de faire en sorte que l'accès aux épiceries sociales constitue une solution d'urgence et ne crée pas d'« habitués ». Afin d'autonomiser le public visé, le CCAS d'Issy a ainsi mis en place une interruption de l'accès à son épicerie sociale durant trois mois au bout de six mois d'accès.

C. Le renouvellement de l'aide alimentaire "traditionnelle"?

Les ménages en situation de précarité ne vont pas nécessairement rechercher l'originalité dans le choix du mode de distribution de l'aide. Ainsi, près de trois quarts des initiatives recensées opèrent toujours directement auprès des bénéficiaires. Pourtant, des intermédiaires peuvent également éviter toute forme de condescendance vis-à-vis de ces derniers et faire d'eux de véritables acteurs, comme nous le verrons par la suite.

De plus, face à la stabilité du système d'aide alimentaire "classique", un mouvement d'évolutions s'amorce, notamment avec la prise de conscience d'une nécessaire optimisation des ressources globales dans le cadre de la transition alimentaire, illustrée par la récente loi contre le gaspillage alimentaire. Celle-ci a inscrit dans le code de l'environnement la mise en œuvre d'une série d'actions comprenant notamment des mesures empêchant les grandes surfaces de jeter de la nourriture et de rendre leurs invendus impropres à la consommation. Par ailleurs, si les initiatives étudiées émanent pour beaucoup du secteur social, le secteur agricole est de plus en plus impliqué dans les questions de lutte contre la précarité alimentaire. De fait, il apparaît que les solutions aux problèmes d'insécurité alimentaire sont à rechercher dans une approche globale de la société, en y impliquant l'ensemble de ses acteurs, et non pas en se contentant d'instaurer un système alimentaire pensé seulement "pour les précaires".

II. Une aide alimentaire à dimension sociale plus responsabilisante

L'aide alimentaire ne consiste pas seulement en l'offre de ressources alimentaires mais aussi en un certain mode de solidarité sociale. Les initiatives que nous avons étudiées se fondent sur une volonté de lutter contre les fractures sociales et l'isolement des personnes en situation de précarité par une certaine forme d'aide alimentaire. Le caractère innovant des initiatives réside dans la volonté des responsables de ces programmes d'éviter le sentiment d'assistanat des personnes en situation de précarité, et de passer d'une logique distributive à une logique participative, voire à dépasser le concept d'aide alimentaire.

A. Le caractère social de l'alimentation pour lutter contre l'isolement des personnes et rétablir leur estime de soi

L'accès à l'alimentation a une dimension psycho-sociale forte, car derrière le fait de se nourrir pour répondre à un besoin primaire se trouve aussi l'aspiration à une certaine convivialité, le repas étant par principe un lieu de partage par excellence. Vingt-quatre initiatives de notre échantillon (soit 50%) font explicitement mention d'une volonté de proposer un accès convivial à l'alimentation qui favorise le vivre-ensemble et la création de lien social entre les bénéficiaires et avec les responsables associatifs. Cette dimension des initiatives se traduit par un effort de garantir un accueil chaleureux des personnes dans les lieux de distribution des aliments (épiceries) ou bien par le partage de repas solidaires. Parfois, un public particulier est visé par les porteurs d'initiatives, par exemple des

personnes âgées, en situation de handicap, ou étudiantes, potentiellement plus exposées aux risques de précarité et/ou d'isolement.

Par une meilleure alimentation et grâce à la dimension intégratrice des projets associatifs, certains porteurs d'initiatives valorisent l'importance de la protection de la dignité des personnes en situation de précarité, et promeuvent le rétablissement de leur estime d'elles-mêmes. Il s'agit de permettre le renforcement de la confiance en soi en rendant les personnes actives dans les projets qui leur permettent de mieux se nourrir tout en les responsabilisant, et en évitant une forme de discrimination par une distribution alimentaire qui les stigmatiserait en fonction de leurs ressources financières. Si l'on cherche à comptabiliser la mention explicite de cet objectif dans les projets associatifs étudiés, on la trouve dans seulement 7 initiatives, ce qui représente 15% de l'échantillon. Cela paraît insuffisant, même si on peut considérer que ce critère a été pris en compte par plus d'associations qui ne l'ont simplement pas mentionné lors de nos échanges.

B. Dépasser le concept d'aide: vers un "empowerment" des bénéficiaires

L'enjeu principal pour l'évolution du concept d'aide alimentaire, étroitement lié à l'idée de la protection de la dignité des personnes, réside dans le dépassement d'un rapport de dépendance entre les acteurs associatifs et les bénéficiaires – dépendance dans laquelle se trouvent les personnes dans le cadre d'une aide alimentaire classique et purement distributive. Dans vingt-quatre initiatives de notre échantillon (50%), les porteurs de projet visent par différents moyens «l'empowerment» des personnes en situation de précarité, c'est-à-dire qu'ils cherchent à éviter une «logique d'assistanat» en les impliquant au succès du projet associatif. L'accès à l'alimentation peut ainsi devenir un moyen de réintégrer les personnes dans la vie de la société, voire de les faire accéder à la citoyenneté. L'implication des personnes en situation de précarité dans le fonctionnement de l'initiative peut se traduire par la possibilité donnée aux volontaires de partager leurs savoir-faire culinaires dans le cadre d'ateliers de cuisine, ou par leur contribution à l'animation ou à la gestion des lieux de distributions alimentaires. On notera également que la majorité des initiatives étudiées demandent une participation financière réduite et/ou symbolique aux personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire du fait de leur situation économique et sociale.

L'aspect éducatif de la lutte contre la précarité alimentaire a également son importance, l'idée étant d'enseigner aux personnes en situation de précarité comment optimiser leurs ressources de façon à avoir la meilleure alimentation possible, et ainsi devenir autonomes. Un tiers des initiatives de l'échantillon comprennent des démarches éducatives pour apprendre aux familles précaires à mieux manger, mieux gérer leur budget, mieux cuisiner. L'initiative portée par *la Tablée des Chefs* paraît innovante en la matière : l'association originairement québécoise qui s'est installée en France organise des cours de cuisine solidaires par des chefs cuisiniers renommés. Au fil d'interventions dans des foyers d'aide à l'enfance et dans des collèges, ces derniers offrent une forme d'éducation culinaire à des jeunes issus de milieux défavorisés, parallèlement à l'activité de lutte contre le gaspillage alimentaire que mène l'association en récupérant les surplus alimentaires des hôteliers et des restaurateurs.

Certaines initiatives vont au-delà de l'implication des personnes en situation de précarité dans les projets associatifs et des démarches pédagogiques à leur égard par la mise en place de dispositifs concrets de réinsertion sociale et professionnelle. En effet, un quart des initiatives étudiées ambitionnent de faire du système alimentaire une source d'activités à la fois valorisantes et intégrantes pour les personnes dans le besoin. Certaines épiceries solidaires sont par exemple accessibles aux personnes à condition que celles-ci aient un projet personnel qui justifie une baisse de leurs dépenses alimentaires et qui implique un effort de gestion de leurs ressources de la part de ces personnes. Par ailleurs, dix initiatives de notre échantillon donnent accès à une formation

professionnelle ou à un emploi, notamment dans la production alimentaire, par exemple dans le cadre de jardins de réinsertion tels que ceux du réseau de Cocagne, en Bretagne. Parmi ceux-ci, deux jardins ont été mis en œuvre par l'association Optim-ism, qui assure un suivi socio-professionnel des personnes qui y sont embauchées. Les produits issus des jardins sont ensuite commercialisés en circuit court, dans la région : le travail de production alimentaire éco-responsable devient alors un vrai vecteur de lien social.

C. De « bénéficiaire » à « acteur » : vers l'autonomisation du public visé ?

Ainsi, les initiatives les plus innovantes en matière de lutte contre la précarité alimentaire sont les projets associatifs dans lesquels la place des personnes en situation de précarité est pensée avec originalité, en cherchant à permettre à celles-ci de dépasser leur statut de bénéficiaires, et de se rendre acteurs de leur propre projet de vie. Dans cette perspective, on pourrait qualifier de particulièrement inspirante l'initiative portée par l'association ELLSA ("Ensemble un lieu pour des liens solidaires à Achères") qui œuvre en Ile-de-France à la constitution d'un véritable système alimentaire territorialisé au sein duquel la valorisation des compétences des personnes est primordiale, et se traduit par divers projets. ELLSA a en effet permis la mise en place d'une épicerie solidaire à accès conditionné et des ateliers culturels ou manuels animés par les bénéficiaires eux-mêmes. Elle encourage également la valorisation et la protection de l'environnement urbain par tous les volontaires, dans le cadre d'un jardin éco-responsable entretenu par des bénéficiaires. Le lien social autour de l'alimentation est enfin renforcé entre familles par la constitution d'une Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) et d'un Système d'Echange Local pour les volontaires, sans faire de distinction particulière entre les personnes au regard de leurs ressources financières.

Nous notons certes une volonté affichée de pousser les bénéficiaires à être dans une démarche active, avec notamment la multiplication des jardins partagés et le succès des Jardins de Cocagne. Toutefois, l'injonction à la participation des bénéficiaires ne les rendrait pas moins captifs du système d'aide alimentaire, et l'encouragement à une alimentation plus saine et responsable pourrait encore être vécue comme une forme de discrimination, puisque se pose la question de la légitimité de pousser quelqu'un à changer son mode d'alimentation. La lutte contre la précarité alimentaire implique donc nécessairement certains choix éthiques, et la forme qu'on peut lui donner dépend étroitement des objectifs premiers que l'on se donne.

III. Comment financer l'aide alimentaire ?

A. Le financement de l'initiative

L'étude du financement ne porte que sur les initiatives françaises, soit une quarantaine parmi celles que nous avons recensées, pour des questions de méthodologie et de différence dans les systèmes de financement entre les pays. Les initiatives cumulent fortement les moyens de financements, qu'ils soient publics, privés ou internes, ce qui démontre la nécessaire implication de multiples acteurs dans le financement de l'aide alimentaire.

Dans un premier temps, 90% de ces initiatives ont recours au financement externe. Ainsi l'autofinancement n'est que peu développé en France à l'heure actuelle pour ce type d'initiatives. Les trois quarts de nos initiatives ont fait appel au financement public, provenant en majorité des collectivités territoriales, que ce soit à l'échelon régional, départemental ou municipal, avec bien souvent un cumul de financements provenant de ces différents échelons. C'est en effet le moyen de

financement le plus courant: l'implication de l'Etat est aujourd'hui nécessaire au développement de l'aide alimentaire. L'aide financière provient parfois directement de l'Etat, en particulier par le biais de contrats aidés.

D'autre part, 60 % des initiatives ont utilisé le financement privé, majoritairement en provenance de fondations de grandes entreprises, ou par le mécénat d'entreprise. A la marge, on peut retrouver des dons de particuliers ou le financement participatif. C'est donc une logique redistributive qui est à l'œuvre, depuis les organismes privés qui génèrent des fonds vers les personnes démunies.

L'autofinancement concerne 60% des initiatives. Il est généré par la vente de produits alimentaires pour la moitié d'entre elles, par les cotisations des adhérents pour 25% des initiatives, et dans 15% des cas par la fourniture de services. Cependant, la fourniture de services et la vente de produits alimentaires se fait souvent à prix symbolique ou différencié, afin de ne pas imposer une charge trop lourde dans le budget des bénéficiaires, et donc les revenus générés par l'autofinancement sont très limités. Rares sont les initiatives qui, comme *Initiative Catering*, fournissent des prestations de traiteur et vendent des produits issus de leur conserverie afin de financer leur activité d'ateliers de cuisine pour les personnes en précarité alimentaire.

Les initiatives tentent de faire participer les bénéficiaires par l'autofinancement. Ainsi, il leur est souvent demandé de payer le service ou le produit qui leur est offert ou de payer une cotisation, pour une somme symbolique. Pour les directeurs des initiatives, cela procède d'une volonté de réciprocité, afin de "dignifier" le bénéficiaire, qui ne reçoit pas passivement l'aide, mais paie un prix adapté à ses revenus pour s'alimenter. Cependant, on demeure dans une logique de redistribution, d'autant plus que le choix des produits auxquels les personnes ont accès est souvent limité, et que subsiste une idée qu'il faut donner accès à une alimentation saine. Il n'est pas encore l'heure en France de mettre en place des "Food Stamps" comme aux Etats-Unis. Il s'agit de tickets qui permettent d'acheter ce que l'on veut dans les supermarchés partenaires. Cela donne plus de liberté à celui qui en bénéficie, mais ne remplit pas l'objectif d'améliorer l'accès à une alimentation plus équilibrée, si c'en est un.

Le développement de l'autofinancement semble être une réponse appropriée aux difficultés de financement des projets d'aide alimentaire, mais il nécessite de l'innovation et de la synergie territoriale. En termes d'innovation, des initiatives comme *Le Zeybu* présentent des propositions intéressantes. Les adhérents au *Zeybu* commandent à l'avance les produits qu'ils souhaitent chez les producteurs locaux partenaires et créditent leur compte du montant correspondant. Les produits sont distribués toutes les deux semaines lors du "Zeybu marché", et à chaque marché les producteurs font un don en nature proportionnel aux commandes. La vente de ces dons permet de créditer anonymement les comptes des adhérents relevant de l'aide alimentaire, et ils peuvent acheter les produits qu'ils désirent avec cette somme. Par ailleurs, l'autofinancement permet aussi d'intégrer les bénéficiaires dans l'activité de l'association. Par exemple, dans le cadre d'un partenariat, des personnes en ESAT étiquettent les bocaux de conserve d'*Initiative Catering* contre des ateliers de cuisine gratuits.

Enfin, comme nous l'avons mentionné, cinq initiatives proposent des emplois aux personnes en précarité alimentaire. Ce mode d'aide alimentaire indirect est aussi très intéressant car les initiatives bénéficient de l'aide de l'Etat (les bénéficiaires sont souvent en contrat aidé), et les bénéficiaires peuvent financer leur alimentation sans recours à la redistribution. Enfin, en travaillant pour une structure d'aide alimentaire, ils peuvent aider d'autres personnes en situation de précarité alimentaire et perpétuer la solidarité.

B. Le financement de l'alimentation

Les initiatives ont recours à trois modes de financement de l'alimentation. Un tiers d'entre elles bénéficient de dons de produits, en grande partie de la part des Grandes et Moyennes Surfaces ou via la redistribution des collectes de la *Banque Alimentaire*. Ces dons de produits proviennent parfois de dons directs des producteurs locaux, ou d'industriels. Un tiers des initiatives achète les produits alimentaires nécessaires au fonctionnement du projet, en général auprès de producteurs locaux ou de grossistes, tels que Metro, le marché de Rungis ou les Marchés d'Intérêt National. Enfin, trois des initiatives françaises sont des jardins partagés, qui produisent donc leur propre alimentation. De plus, dans le cadre de la démarche solidaire, les graines et plants sont souvent donnés aux jardiniers qui ensuite vendent ou donnent leurs produits aux personnes en situation de précarité alimentaire.

C. Les difficultés de financement

Seulement treize des responsables d'initiatives interrogés ont relevé des difficultés de financement. Beaucoup d'entre eux ont remarqué la difficulté de trouver des financements à l'heure actuelle, notamment en provenance des institutions publiques. Il est particulièrement difficile de parvenir à rassembler les fonds nécessaires au fonctionnement du projet car toutes les subventions sont de petites sommes. Cela s'explique notamment par la diminution des fonds européens disponibles ces dernières années, et qui étaient redistribués par les régions notamment. Il y a aussi un manque de compétence en ingénierie financière chez les bénévoles, bien souvent, qui ne savent plus vers qui se tourner pour être financés. D'autre part, pour les initiatives qui achètent les produits qu'elles utilisent, ces achats sont souvent très importants en termes financiers et il est difficile pour elles de trouver un business model permettant de compenser ces dépenses, d'autant plus lorsqu'elles revendent ces produits à des personnes en précarité alimentaire.

L'innovation est donc également nécessaire en matière de financement des initiatives de lutte contre la précarité alimentaire.

IV. Echantillon d'initiatives en Amérique du Nord et en Europe: quelles comparaisons?

A. Favoriser l'accès à une nourriture saine pour tous: une lutte commune contre la précarité et l'obésité

Notre recherche nous a permis de recenser huit initiatives au Canada et aux Etats-Unis. Étant donné le contexte différent dans lequel ces initiatives s'inscrivent, nous avons observé plusieurs différences entre celles-ci et les initiatives françaises en matière d'objectifs, de financement, et d'origines. Il est important de noter que ce petit échantillon n'est ni aléatoire ni représentatif de la région mais reflète plutôt les initiatives qui nous ont répondues et qui se sont montrées intéressées par notre projet.

Selon le bureau de recensement des États Unis, 46,7 millions de personnes, soit 14,8% de la population, vivaient sous le seuil de pauvreté en 2014. Dans la même année, 14% des ménages étaient en situation de précarité alimentaire selon la *USDA (United States Department of Agriculture)*. Le Canada, par contre, n'a pas de seuil de pauvreté officiel, mais le *CIA World Factbook* qualifie 9,4% de la population comme sous le seuil de pauvreté basé sur le Low Income Cut-Off Point (LICO). En 2012, 4 millions de canadiens (soit 11%) étaient en situation de précarité alimentaire. Dans les deux pays, la précarité alimentaire atteint donc une proportion plus importante de la population qu'en France.

Les systèmes alimentaires et la culture gastronomique aux Etats-Unis et au Canada sont très différents de ceux de la France. Certes l'Amérique du Nord et l'Europe font face à des changements démographiques similaires : dans les deux cas, la durée du travail est supérieure, les personnes cuisinent moins, et mangent plus de plats préparés. Par contre, selon la *USDA*, beaucoup de denrées alimentaires sont moins chères aux Etats-Unis qu'en France, particulièrement la viande et les céréales. Les Etats-Unis ont également une quantité de viande et de sucre disponible nettement plus haute que l'Union Européenne, et la consommation de ces produits par la population est aussi nettement plus haute. En particulier, le prix de la viande américaine est bas par rapport au reste de la nourriture disponible. On doit cela à des subventions fédérales élevées pour la viande et pour le maïs, dont la majorité (60%) sert à nourrir le bétail. Les fruits et légumes sont très peu subventionnés. Le « fast food », en général bien moins cher mais également peu nutritif, est très envahissant et contribue à un taux d'obésité de 35% (comparé à 12% en France) – le plus élevé du monde, sans cesse croissant. Ceci dit, la lutte contre la précarité alimentaire semble accorder encore plus d'importance qu'en France à la qualité des produits et à la facilitation de l'accès à une nourriture de qualité à prix abordables.

Les fonds publics pour l'aide alimentaire aux Etats-Unis prennent la forme de «Food Stamps» (*Supplemental Nutrition Assistance Program, ou SNAP*). Le montant d'aides reçu par un ménage dépend de sa taille, ses revenus, et ses dépenses. Les personnes en situation de précarité doivent donc postuler pour devenir bénéficiaires ; cet effort fait que ce sont généralement les personnes dans les situations les plus précaires qui postulent, laissant encore une grande partie de la population en situation de précarité sans soutien financier. De plus, la participation au *SNAP* est fortement stigmatisante et perçue comme un signe discriminant d'appartenance à la classe sociale la plus basse. Certaines études estiment que, parmi les bénéficiaires, cette aide réduit la précarité d'environ 30%. Par contre, cette aide n'atteint pas forcément son objectif de faciliter l'accès à une nourriture saine ni locale ou durable, en particulier parce que les tickets permettent d'acheter toutes sortes de produits, y compris des sodas et de la nourriture de mauvaise qualité. Depuis environ cinq ans, on essaye d'encourager les achats de fruits, légumes et autres nourritures saines par les bénéficiaires de *SNAP*, par exemple par une subvention de 30% sur ces produits au Massachusetts et la possibilité d'utiliser les tickets aux marchés locaux.

L'influence forte du secteur agroalimentaire et les chaînes « fast food » sur les lobbyistes et les effets négatifs de la chaîne alimentaire sur l'environnement et la santé de milliers d'Américains ont mené à un mouvement fort de contestation de ce système. Celui-ci se manifeste par une demande croissante pour de la nourriture organique, durable, et saine et une lutte contre l'obésité. Malgré le fait qu'il soit surtout mené par des citoyens aisés, ce mouvement influence aussi les efforts de lutte contre la précarité. Etant donné que le secteur public est beaucoup moins impliqué dans les initiatives qu'en France, les projets étudiés étaient initiés et menés par la société civile.

B. Initiatives contre la précarité alimentaire: un virage plus radical en réponse à un système alimentaire américain en crise

Certaines des initiatives étaient particulièrement innovantes et pourraient peut-être servir d'inspiration pour d'autres pays. Tout d'abord, plusieurs des initiatives reflètent un virage écologique plus rapide et radical qu'en France en réaction contre un système alimentaire dit « cassé ». Ce but écologique n'est pas le but principal mais néanmoins reflète une vision d'aide alimentaire qui non seulement sort du modèle traditionnel d'aide mais propose aussi un changement tout au long de la chaîne alimentaire. Par exemple, le *Santropol Roulant*, un centre alimentaire et une communauté intergénérationnelle à Montréal, a trois champs d'action principaux : la sécurité alimentaire, l'inclusion sociale, et l'engagement communautaire. Un de leurs services principaux consiste en une « popote

roulante », un service de livraison de repas frais et nutritifs pour des personnes qui ne peuvent pas cuisiner ni s'approvisionner en nourriture en raison d'enjeux de santé dans des quartiers desservis. Les clients membres paient la moitié du prix du repas, qui est préparé quotidiennement et livré chez les clients sur la base de leurs préférences. L'association attribue leur succès et leur originalité à leur niveau de contact avec les clients et à la façon dont ils ont adapté l'initiative au cours de leurs 20 ans d'opération. Sur le plan écologique, le *Santropol Roulant* a un programme d'agriculture qui vise à construire des systèmes alimentaires sains, justes, et durables. Avec trois fermes biologiques, dont deux au plein cœur de Montréal, l'association produit des légumes qui sont utilisés pour le service de la « popote roulante » et vendus aux marchés fermiers, en paniers bios, et dans une petite boutique. Globalement, le *Santropol Roulant* a des impacts positifs écologiques et au niveau de l'inclusion sociale. Plus particulièrement, l'initiative est novatrice dans la façon dont elle inclut ses bénéficiaires et vise à réduire la stigmatisation de l'aide.

L'émergence d'un grand nombre de coopératives participatives alimentaires aux États-Unis et au Canada montre un mode innovant de baisser les coûts alimentaires tout en favorisant l'accès à des produits de haute qualité. Par exemple, le *Lefferts Community Coop*, situé dans un quartier défavorisé à Brooklyn, New York, vend des produits sains et durables à ses membres, qui sont obligés d'investir dans le projet et de travailler à l'occasion de permanences de 3 heures par mois pour faire baisser les coûts de fonctionnement et garder les prix alimentaires bas. Majoritairement autofinancé par les investissements des membres, le magasin propose une adhésion à prix différencié pour les personnes à faibles revenus : \$25 au lieu de \$100. Le modèle de coopérative permet un mode de gouvernance plus démocratique et collectif du magasin et le choix de tous les produits qui sont mis en vente. Ce modèle commence à être adopté en France, notamment à Paris, par exemple avec l'initiative de la *CoopaParis*.

L'aperçu que nous avons de quelques initiatives en Amérique du Nord permet un regard alternatif sur la question de la précarité alimentaire, notamment sur la façon dont ces initiatives visent le système alimentaire en entier, de la production jusqu'à la consommation. Beaucoup de ces initiatives ont des origines plus militantes et radicales que les initiatives françaises et sont fondées sur des théories du changement qui incluent toute la chaîne alimentaire. La mobilisation de la communauté et les partenariats avec des acteurs locaux ont souvent été cités comme des facteurs de réussite, mais ces initiatives font également face à des difficultés. Plusieurs responsables d'initiatives interrogés ont relevé des difficultés de financement et le fait que le financement est toujours une préoccupation, étant donné le manque de financement public et la difficulté de faire participer les bénéficiaires. De plus, certains projets notent une difficulté à atteindre le public visé dans le cadre de la précarité alimentaire et des difficultés d'autogestion et de participation lorsqu'il s'agit de ce modèle. Il existe donc également des convergences entre les deux systèmes de lutte contre la précarité alimentaire, et la comparaison est enrichissante pour penser les innovations à soutenir.

En conclusion, l'élaboration d'un échantillon d'initiatives luttant contre la précarité alimentaire nous a permis d'identifier les enjeux majeurs de ce domaine de solidarité. Il s'agit en effet de favoriser l'évolution de l'aide alimentaire en l'inscrivant dans un contexte institutionnel changeant et dans une transition alimentaire qui encourage une alimentation de qualité et territorialisée, tout en répondant aux besoins des personnes en situation de précarité. Il est donc important d'optimiser les modes de distribution alimentaire tout en permettant aux personnes dans le besoin de se réintégrer socialement au travers d'une aide plus participative, qui implique ses bénéficiaires et les prend

véritablement en considération. Cela exige une volonté forte de la part des responsables associatifs de comprendre les besoins des personnes en situation de précarité et d'y répondre en intégrant ces dernières au fonctionnement des initiatives. Il est également nécessaire que les acteurs publics continuent à soutenir des projets qui apportent des réponses globales aux questions alimentaires, sans se contenter de s'adresser à un public que l'on définirait par ses ressources financières.

Quant à la comparaison géographique que nous avons tentée de faire, les initiatives françaises et américaines s'inscrivent dans deux logiques différentes. Contribuent à la lutte contre la précarité alimentaire beaucoup d'acteurs "institutionnels", que ce soient les pouvoirs publics à travers les CCAS notamment, ou simplement des travailleurs sociaux qui décident de monter leur propre structure. Ainsi, la plupart des initiatives françaises ont pour but premier l'aide alimentaire, et ne se préoccupent que marginalement des questions posées par la transition alimentaire. La plupart des initiatives recensées sont donc plus inspirantes qu'innovantes, dans le sens où le modèle proposé lutte efficacement contre la précarité à court terme, mais n'entend pas changer le système. En Amérique du Nord en revanche, l'accent est mis sur l'importance de l'accès à une alimentation biologique et de la transition écologique. Cependant, le public ayant accès à ces projets semble moins correspondre à des personnes en situation de précarité alimentaire qu'en France.

Il demeure difficile d'évaluer à quel point le système français de lutte contre la précarité alimentaire pourrait changer de visage et faire face aux difficultés qui sont les siennes, particulièrement en matière de financement des projets associatifs, ou encore à propos du passage définitif d'une aide alimentaire distributive à une aide alimentaire participative. Il reste encore beaucoup à faire pour mieux lutter contre la précarité alimentaire.

2. Echantillon d'initiatives analysées

Fiches RESOLIS



Structure : La Ferme des Buers, Legum'au Logis

Titre de la fiche : Une variante des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne à Villeurbanne

Résumé : La Ferme des Buers, variante innovante des AMAP mise en place par l'association Légum'au logis, distribue des paniers de produits locaux pour tous et anime des activités connexes, qui ont valorisé le bénévolat et renforcé les liens sociaux à Villeurbanne.

Contact : DEMARS Marion legumaulogis.asso@gmail.com

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/la-ferme-des-buers-une-variante-des-amap-a-villeurbanne/93>



Structure : Les amis de tous

Titre de la fiche : La distribution de colis alimentaires à Villeurbanne selon "Les amis de tous"

Résumé : Depuis 1995, l'association "Les amis de tous" œuvre pour l'inclusion et l'accès à l'alimentation de personnes en difficultés socio-économiques à Villeurbanne. Pour ce faire, elle collecte des denrées alimentaires et les redistribue sous forme de colis. En contrepartie, les bénéficiaires payent une somme symbolique et participent aux actions de l'association.

Contact : LAMBERT Lisa lisa.lambert1@free.fr

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/la-distribution-de-colis-alimentaires-a-villeurbanne-selon-les-amis-de-tous-/140>



Structure : "Epicerie sociale" Secours Catholique

Titre de la fiche : Les "Epicerie Sociale" du Secours Catholique en France

Résumé : Les "Epicerie Sociale" du Secours Catholique offrent une aide alimentaire aux personnes en précarité, à condition que ces dernières présentent un projet personnel et s'engagent à le réaliser. Un accompagnement personnel leur est proposé pour y parvenir.

Contact : PICHON Jean-Luc seineetmarne@secours-catholique.org

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/les-epicerie-sociales-du-secours-catholique-en-france/103>



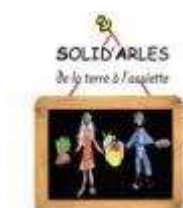
Structure : Les Amis du Zeybu

Titre de la fiche : Les Amis du Zeybu de la ville d'Eybens (France) et leur monnaie le « Zeybu Solidaire »

Résumé : Depuis 2009 à Eybens (France), Les Amis du Zeybu anime une coopérative de quartier et d'habitants en circuit court selon un principe unique de solidarité régénérateur de lien et de citoyenneté. Parmi, les différentes initiatives mises en place, la plus originale est celle de leur monnaie "Zeybu Solidaire".

Contact : VIOLETTE Chantal lesamisduzeybu@gmail.com

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/les-amis-du-zeybu-de-la-ville-deybens-france-et-leur-monnaie-le-zeybu-solidaire-/240>



Structure : Solid'Arles

Titre de la fiche : Solid'Arles, un point de vente combinant la lutte contre l'exclusion alimentaire et l'aide aux agriculteurs en difficulté

Résumé : Le point de vente de l'association Solid'Arles, basé dans un quartier défavorisé de la ville d'Arles (France), propose depuis 2008 des produits sains et locaux de petits agriculteurs selon une tarification solidaire.

Contact : TISSEYRE Henri rirititi13@gmail.com

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/solidarles-un-point-de-vente-combinant-la-lutte-contre-l'exclusion-alimentaire-et-l'aide-aux-agriculteurs-en-difficulte-/242>



Structure : Corabio (Coordination Rhône-Alpes de l'agriculture bio)

Titre de la fiche : Les défis "Famille à alimentation positive" de Corabio : augmenter la consommation de produits bios sans dépasser son budget alimentaire (Rhône-Alpes)

Résumé : Lancé en 2012 à Lyon, le programme "Familles à alimentation positive" de la Coordination Rhône-Alpes de l'agriculture bio (Corabio) a mis en place un suivi de plusieurs familles visant à augmenter leur consommation de produits biologiques et responsables. Cette initiative comprend entre autres des ateliers pédagogiques, des conseils de nutritionnistes et des visites de fermes bios de la région.

Contact : ROUSSEL Maud maud.rousseau@corabio.org

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/les-defis-famille-a-alimentation-positive-de-corabio-augmenter-la-consommation-de-produits-bios-sans-depasser-son-budget-alimentaire-rhone-alpes/380>



Structure : Soli'Gren SCIC

Titre de la fiche : Soli'Gren SCIC - Solidarité Grenoble

Résumé : Soli'Gren SCIC est une coopérative qui présente l'originalité de livrer des paniers solidaires à des centres sociaux de Grenoble. La livraison se fait dans une démarche collaborative et participative afin d'améliorer les pratiques alimentaires des citoyens les moins favorisés.

Contact : BRUNET Carole soligren@orange.fr

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/les-paniers-solidaires-de-soli-gren-a-grenoble/279>



Structure : La Cantine Savoyarde

Titre de la fiche : La récupération des surplus alimentaires de La Cantine Savoyarde

Résumé : Grâce à la récupération des surplus de cantines scolaires et restaurants solidaires, ainsi que des invendus de commerces locaux, La Cantine Savoyarde offre des repas au plus démunis, accompagnant parallèlement leur réinsertion (emploi, accueil de jour...).

Contact : d'Estournelles Alain secretariat@cantinesavoyarde.fr

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/la-recuperation-des-surplus-alimentaires-de-la-cantine-savoyarde/397>



Structure : Association De la Ferme au Quartier

Titre de la fiche : De la Ferme au Quartier, distribution de paniers paysans en circuit court à St Etienne

Résumé : L'association autofinancée "De la ferme au quartier" permet l'accès à une alimentation saine d'un large public, intégrant aussi des familles bénéficiant d'aide alimentaire, tout en assurant un juste prix aux producteurs.

Contact : GÜNTHER Georges alimentation.solaire@gmail.com

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/de-la-ferme-au-quartier-distribution-de-paniers-paysans-en-circuit-court-a-st-etienne/424>



Structure : Miam'iam chez l'habitant

Titre de la fiche : Miam'iam chez l'habitant: manger autrement ... manger chez l'habitant !

Résumé : Miam'iam chez l'habitant est une association loi 1901 à but non lucrative, économique et solidaire. Cette initiative a pour but de faire des ponts entre les humains via des partages de repas, directement chez l'habitant, ou en collectif, lors d'événements de repas solidaires organisés par des habitants. A terme, l'idée est de constituer des "miamiameries" territoriales, constellées de d'opportunités de partages de repas directement chez des "miamiamers".

Contact : DORVILLE Nathalie miamiam888@gmail.com

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/miam-iam-chez-l-habitant-manger-autrement-manger-chez-l-habitant-/323>



Structure : Association Tous à table, l'insertion sociale par le bien manger

Titre de la fiche : Les repas solidaires, une seconde marche à l'insertion sociale par le "bien manger"

Résumé : L'association Tous à table anime depuis mai 2011 des repas solidaires, pour permettre aux restaurateurs amis de l'association d'ouvrir leurs portes à un public défavorisé. Le restaurant partenaire réserve 20% de ses couverts à des clients qui ne paient que 10% du prix de l'addition. Tous à table intègre également dans l'équipe des restaurants de qualité des professionnels en réinsertion en qualité d'apprentis.

Contact : NERVEGNA Flavio flavio@tousatable.org

<http://www.resolis.org/fiche-pratique/les-repas-solidaires-une-seconde-marche-a-linsertion-sociale-par-le-bien-manger-/471>



Structure : Association Familiales laïques de Vaulx-le-Pénil

Titre de la fiche : Les repas partagés à Vaulx-le-Pénil: un restaurant citoyen en Seine et Marne

Résumé : Un mercredi sur deux, un repas partagé, préparé collectivement, accessible à des familles en difficultés ou précaires est organisé par Familles laïques de Vaux-le-Pénil, grâce à un partenariat entre plusieurs associations locales et la municipalité

Contact : CHALOT Jean-François jeanfrancoichalot@orange.fr

<http://www.resolis.org/fiche-pratique/les-repas-partages-a-vaux-le-penil-un-restaurant-citoyen-en-seine-et-marne/472>



Structure : MIAA (Mouvement d'Intermittents d'Aide aux Autres)

Titre de la fiche : Les Distributions de repas aux sans-abris à Paris 19

Résumé : MIAA (Mouvement d'Intermittents d'Aide aux Autres) est une association qui a pour but de fournir 120 repas aux sans-abris de l'Est parisien cinq jours sur sept. Elle a une activité constante grâce au nombre important de bénévoles.

Contact : KOECHLIN Sylvia miaa@miaa.fr

<http://www.resolis.org/fiche-pratique/distribution-de-repas-aux-sans-abris-a-paris-19/562>



Structure : Secours Islamique

Titre de la fiche : Episol: l'Épicerie SOLidaire du Secours Islamique à St Denis

Résumé : Depuis 2007, le Secours-Islamique gère une épicerie solidaire à Saint-Denis pour rendre accessible les biens de consommation de première utilité et pour réaliser des projets de familles en difficultés financières.

Contact : EL OUARDI Mohamed elouardi@secours-islamique.org

<http://www.resolis.org/fiche-pratique/episol-lepicerie-solidaire-du-secours-islamique-a-saint-denis/689>



Structure : Agoraé

Titre de la fiche : L'épicerie solidaire étudiante de l'Agoraé à l'Université Catholique de Lille

Résumé : Outre l'aide alimentaire apportée aux étudiants lillois depuis 2012, l'association Agoraé est un lieu de vie à part entière.

Contact: WESOLEK Anne-Lise alise.wesolek@fede-lille.com

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/l-epicerie-solidaire-etudiante-de-lagorae-a-l-universite-catholique-de-lille/570>



Structure : EPISOL

Titre de la fiche : EPISOL : une épicerie solidaire pour tous sur le territoire de Grenoble

Résumé : Afin de faire face à la montée de la « précarité intermédiaire », un collectif d'associations et le CCAS de Grenoble se sont unis pour créer EPISOL, une épicerie solidaire ouverte à tous, mais avec des prix différenciés selon les budgets. La solidarité ne s'arrête pas qu'aux clients, car EPISOL emploie en parallèle des salariés en insertion et souhaite travailler avec des producteurs en circuit court pour soutenir l'économie locale.

Contact : LEFEBVRE Jean-Mars episol@episol.fr

<http://www.resolis.org/fiche-pratique/episol-une-epicerie-solidaire-pour-tous-sur-le-territoire-de-grenoble/669>



Structure : Banque Alimentaire de l'Isère

Titre de la fiche : 3 étoiles solidaires: faciliter la distribution de la viande aux personnes démunies

Résumé : Le projet « 3 Etoiles Solidaires », porté par la Banque Alimentaire de l'Isère, permet aux personnes en situation de précarité d'avoir accès à la viande, tout en luttant contre le gaspillage alimentaire. Afin d'éviter de jeter la viande dont la DLC est proche, celle-ci est cuisinée puis mise sous vide, permettant de la consommer pendant 5 jours supplémentaires, avant d'être distribuée par les associations partenaires.

Contact : PERRY Bernard ba380.president@banquealimentaire.org

<http://www.resolis.org/fiche-pratique/3-etoiles-solidaires-faciliter-la-distribution-de-la-viande-aux-personnes-demunies/670>



Structure : Café associatif Nicodème

Titre de la fiche : Retrouver sa participation citoyenne à « Ensemble au 44 »

Résumé : Créé en 1986, le Café Nicodème est un lieu d'accueil inconditionnel qui utilise le moment des pauses méridiennes et des pauses cafés pour offrir un temps d'échange et d'écoute à toutes personnes franchissant la porte. Des consommations et des plats sont proposés à des sommes très modiques et indifférenciées, afin d'encourager la mixité sociale et générationnelle

Contact : VERDILLON Agnès nicodeme@laposte.net

<http://www.resolis.org/fiche-pratique/cafe-associatif-nicodeme-un-lieu-daccueil-et-de-mixite-sociale/671>



Structure : Association "Les champs du cœur"

Titre de la fiche : Manger à volonté

Résumé : L'association "Les champs du cœur", par son projet "Manger à volonté" propose des solutions d'insertions et restauration sociale dans le 15ème arrondissement de Paris.

Contact : LY Diarra diarraly@live.fr

<http://www.resolis.org/fiche-pratique/le-programme-manger-a-volonte-des-champs-du-coeur-a-paris-15/809>



Structure : Association SOLAAL

Titre de la fiche : Le don alimentaire selon SOLAAL

Résumé : L'association SOLIDarité des producteurs Agricoles et des filières ALimentaires (SOLAAL) facilite le don alimentaire entre donateurs des filières agricole et alimentaire et les associations d'aide alimentaire nationales habilitées. Elle propose au donateur, souvent pris par son activité, de se charger de la répartition de ses produits vers ces associations

Contact : DELAHAYE Angélique & BRIAUMONT Dorothee d.briaumont@solaal.org

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/le-don-alimentaire-selon-solaal/336>

Structure : Cultiver pour nourrir

Titre de la fiche : Cultiver pour nourrir : production maraîchère pour soutenir les banques alimentaires et les organismes communautaires

Résumé : Le projet Cultiver pour Nourrir a été réalisé en 2012 à l'initiative de la Table de la sécurité alimentaire de Mont-Laurier, au Québec pour soutenir les banques alimentaires et les organismes communautaires de la région. La production maraîchère qui s'y pratique sur une petite surface s'inspire de la permaculture. En 2014, 3 tonnes de légumes ont été récoltées.

Contact : RICHER Réal infos@apehl.ca

<http://www.resolis.org/fiche-pratique/cultiver-pour-nourrir-production-maraichere-pour-soutenir-les-banques-alimentaires-et-les-organismes-communautaires/802>



Structure : La maison Lyse Beauchamp

Titre de la fiche : Le café de la gare : la restauration comme outil de réinsertion sociale

Résumé : En 2010, l'organisme La maison Lyse Beauchamp a fondé un restaurant de fine cuisine, le Café de la Gare, offre des emplois à des individus souffrant de toxicomanie ou de problèmes de santé mentale. Approvisionné majoritairement par des producteurs agricoles locaux, le lieu a permis de revitaliser le secteur de Mont-Laurier.

Contact : BOLDUC Michel m.bolduc@maisonlysebeauchamp.org

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/le-cafe-de-la-qare-la-restauration-comme-outil-de-reinsertion-sociale-quebec/764>

Structure : Comité de Sécurité alimentaire de Chicoutimi

Titre de la fiche : Légumes à donner : des réfrigérateurs communautaires pour partager les légumes à Chicoutimi (Québec)

Résumé : Mis en place par le Comité de sécurité alimentaire de Chicoutimi, le projet Légumes à Donner vise à réduire le gaspillage alimentaire généré par les agriculteurs biologiques, les boulangeries et les banques alimentaires tout en valorisant l'agriculture urbaine. Doté de trois réfrigérateurs dans trois quartiers défavorisés, la Ville permet à ces citoyens d'utiliser ces réfrigérateurs.

Contact : GAUTHIER Isabelle agriculture.urbaine.chicoutimi@gmail.com

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/des-refrigerateurs-communautaires-pour-partager-les-legumes-a-chicoutimi-quebec/804>

Structure : Ferme Jeunes au travail

Titre de la fiche : Ferme Jeunes au travail, agriculture bio et insertion à Laval

Résumé : La Ferme Jeunes au Travail est un organisme communautaire invitant les adolescents lavallois à développer leurs compétences personnelles, professionnelles et sociales en pratiquant l'agriculture biologique. La ferme maraîchère de 15 acres accueille 40 adolescents en difficulté et environ le 2/3 termine le parcours d'accompagnement menant à un emploi.

Contact : MELANÇON Sylvain jeunesautravail@gmail.com

<http://www.resolis.org/fiche-pratique-observatoire/ferme-jeunes-au-travail-agriculture-bio-et-insertion-a-laval-quebec/762>

Structure : CCAS de Roubaix

Titre de la fiche : La coordination de l'aide alimentaire du CCAS de Roubaix

Résumé : Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) "Centre" de Roubaix coordonne un réseau d'associations caritatives du champ de l'aide alimentaire depuis 2014, afin de répondre efficacement aux besoins des personnes en difficulté et de favoriser l'entraide entre ces structures locales.

Contact : VATAN Stéphane svatan@ccas-roubaix.fr

<http://www.resolis.org/fiche-pratique/la-coordination-de-laide-alimentaire-du-ccas-de-roubaix/537>

Structure : CCAS d'Issy-les-Moulineaux

Titre de la fiche : Le Libre Service Social du CCAS d'Issy-les-Moulineaux

Résumé : Le CCAS d'Issy a mis en place une épicerie sociale destinée aux habitants de Vanves et d'Issy. L'accès est attribué sur décision de leurs communes respectives, à partir d'un barème calculant le reste-à-vivre des ménages. Le projet a une vocation pédagogique : l'accès n'est renouvelable qu'une fois sans interruption, il promeut une alimentation équilibrée avec un quota de types de produits à consommer, et bien que les produits soient gratuits, des prix fictifs sont affichés, comme dans un supermarché "réel". Il crée aussi du lien social, avec un espace accueil, et un suivi des bénéficiaires par une conseillère en économie sociale et familiale

Contact : BREBION Jeanne jeanne.BREBION@ville-issy.fr

Fiche publiée sous peu

Structure : Potager Citoyen de Vertdis

Titre de la fiche : Potager Citoyen : faire don de ses récoltes aux restos du Cœur

Résumé : Le Potager Citoyen est une initiative des magasins Gamm vert du Nord de la France, né de la volonté de combiner passion du jardinage et du potager à une action humanitaire. Les magasins offrent des plants de potager à leurs clients, qui font à leur tour don de leurs récoltes aux Restos du Cœur.

Contact : GARULA Elodie elodie.garula@vertdis.fr

Fiche publiée sous peu





Structure : ELLSA

Titre de la fiche : "Ensemble un Lieu pour des Liens Solidaires à Achères": développer le lien, favoriser la solidarité et valoriser l'alimentation conviviale et durable à l'échelle locale

Résumé : L'association ELLSA fournit une aide alimentaire participative aux habitants d'Achères en situation de précarité tout en favorisant des activités intégratrices permettant une meilleure insertion sociale de ces personnes. L'organisation d'ateliers et l'entretien d'un jardin solidaire sont autant d'occasions de valoriser les savoir-faire de tous. Le développement d'une AMAP et d'un SEL favorise également la valorisation d'un mode de vie durable et des partenariats avec les acteurs locaux.

Contact : DUFOUR Corentin corentin.dufour@ellsa.fr

Fiche publiée sous peu



Structure : Familles Rurales de Loudéac

Titre de la fiche : Tables en compagnie, des repas solidaires par les Familles Rurales de Loudéac

Résumé : L'antenne locale de l'association à Loudéac propose des repas chauds à prix bas à une vingtaine de personnes en situation de précarité alimentaire et/ou d'isolement deux fois par semaines dans une ambiance conviviale.

Contact : LE GENDRE Karine klegendre@free.fr

Fiche publiée sous peu



Structure : Parole d'excluEs

Titre de la fiche : Un système alimentaire pour tous: la mobilisation citoyenne de Parole d'excluEs

Résumé : L'organisme soutient le développement d'un SAT dans les quartiers défavorisés du Nord-Est de Montréal. Les projets sont pris en charge par les citoyens mobilisés pour la production, la transformation et la distribution de produits alimentaires sains, ce qui permet une meilleure cohésion sociale dans les quartiers concernés, ainsi qu'un renouvellement des activités économiques.

Contact : RODRIGUEZ Patrice coordination@parole-dexclues.ca

Fiche publiée sous peu



Structure : Groupe coopératif Renouer

Titre de la fiche : "Renouer" avec le monde du travail par la Cueillette Solidaire, pour une meilleure utilisation des ressources locales et moins de gaspillage alimentaire

Résumé : La Cueillette Solidaire de fruits et d'olives dans les Alpes Maritimes permet de créer des activités professionnelles et de réinsérer socialement des chômeurs, tout en limitant le gaspillage alimentaire des ressources naturelles locales.

Contact : BENASSI Claude claud.benassi@renouer.com

Fiche publiée sous peu



Structure : La Tablée des chefs

Titre de la fiche : La Tablée des Chefs: la récupération alimentaire, l'éducation culinaire et l'implication sociale des chefs cuisiniers comme moyens de lutte contre la précarité alimentaire

Résumé : L'association mobilise les chefs et les professionnels de la cuisine en poursuivant deux perspectives: la lutte contre le gaspillage alimentaire par un service de récupération des surplus auprès des restaurateurs d'une part, et l'éducation à la cuisine de jeunes issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'accéder à l'autonomie alimentaire d'autre part.

Contact : BAKER Lyndsi lyndsi.baker@tableedeschefs.org

Fiche publiée sous peu



Structure : Association VRAC

Titre de la fiche : VRAC, un système d'achat groupé pour améliorer la qualité de l'alimentation des habitants dans les quartiers populaires de la banlieue lyonnaise

Résumé : L'association VRAC (Vers un Réseau d'Achat en Commun) encourage et permet le développement de groupements d'achats dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'agglomération lyonnaise. Elle propose par ce biais l'achat de produits de qualité à des prix raisonnables par la réduction de coûts intermédiaires que permet la distribution en vrac, tout

en favorisant également un mode de consommation durable et propice au renforcement du lien social.

Contact : TAVERNIER Boris asso.vrac@gmail.com

Fiche publiée sous peu



Structure : Initiative Catering

Titre de la fiche : Initiative Catering, ateliers de cuisine et conserverie en Poitou-Charentes

Résumé : IC, Initiative Catering, est une association créée en 2011 par Isabelle Mabillet et Camille Ruiz. Elle œuvre en Poitou-Charentes via des ateliers de cuisine, des activités de catering et de conserverie. La diversité de son action et son modèle de fonctionnement basé sur le partenariat avec d'autres structures sont la clé de son succès.

Contact : RUIZ Camille initiative.catering@gmail.com

Fiche publiée sous peu



Structure : CCAS de Vierzon

Titre de la fiche : La Semaine du Goût de Vierzon

Résumé : Le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Vierzon, via son épicerie sociale Epicéa, porte depuis 5 ans un projet multi-partenarial autour de la Semaine nationale du goût. Le but est d'améliorer les habitudes alimentaires des habitants par la participation à de nombreux ateliers et animations autour de l'alimentation.

Contact : CANON Virginie virginie.canon@ville-vierzon.fr

Fiche publiée sous peu



Structure : Association Le Bon Temps

Titre de la fiche : Rompre l'isolement des personnes âgées par la participation à des ateliers de cuisine intergénérationnels

Résumé : L'association Le Bon Temps, aujourd'hui reconnue d'intérêt général, a lancé depuis 2012 le programme « Rompre l'isolement des personnes âgées pour mieux vivre ensemble » dans le Gard pour permettre à un public âgé en rupture de relations sociales (familial, amical, de voisinage) de participer à des actions locales pour partager savoir-faire et savoir-être, notamment autour de la cuisine, et de leur proposer d'être acteurs de cette action.

Contact : GILABERT Christine c.gilabert@le-bon-temps.fr

Fiche publiée sous peu



Structure : Solidarité Terre

Titre de la fiche : Les Camions du Cœur : une association étudiante en partenariat avec les Restos du Cœur

Résumé : Solidarité terre est l'association humanitaire de deux grandes écoles lyonnaises créée en 1993. Ensemble, des étudiants des deux écoles viennent en aide aux bénévoles des Restos du Cœur dans la ville de Villeurbanne, avec le projet « Camions du Cœur ».

Contact : MAESTRONI Cécile solidari-terre@em-lyon.com

Fiche publiée sous peu



Structure : Banque Alimentaire de Dordogne

Titre de la fiche : Des ateliers budget pluridisciplinaires pour améliorer la situation alimentaire des plus démunis

Résumé : Etant donné que les ressources financières sont limitées et que la situation alimentaire se dégrade, la BA de Dordogne propose des ateliers budget à ses 73 partenaires associatifs, notamment sur la gestion budgétaire concernant les achats alimentaires. Ces ateliers comprennent également des interventions de la part du Crédit Agricole (sur la gestion de compte bancaire), EDF-GDF (sur la gestion énergétique) et l'ADIL sur Périgueux (sur l'économie dans le logement) et visent à apporter les éléments de budget à ces partenaires qui peuvent ensuite démultiplier ces informations auprès de leurs bénéficiaires.

Contact : LE GOFF René BA240@banquealimentaire.org

Fiche publiée sous peu



Structure : ReVivre

Titre de la fiche : Le Projet Tournée Villages, une épicerie sociale itinérante

Résumé : *ReVivre Ile-de-France collecte et distribue des produits de première nécessité aux exclus de la consommation, et offre une insertion professionnelle aux exclus du travail. A travers l'épicerie ambulante des « Tournées Villages », l'association distribue directement des denrées alimentaires aux familles démunies résidant dans des zones peu desservies par les services d'aide alimentaire traditionnelle.*

Contact : JEZEQUEL Alain ay.jezequel@gmail.com

Fiche publiée sous peu



Structure : Optim ISM

Titre de la fiche : Optim ISM : des jardins collectifs à vocation d'insertion professionnelle

Résumé : *Optim ISM est une initiative de réinsertion sociale et professionnelle, appartenant au réseau de Cocagne. Elle possède aujourd'hui deux jardins de réinsertion, les jardins de Cocagne de Saint-Urchaut à Pont-Scorff et de la Croizetière à Riantec, visant à la fois à contribuer à la professionnalisation des personnes et à valoriser la préservation des ressources naturelles.*

Contact : RACZKA Isabelle contact@optim-ism.fr

Fiche publiée sous peu



Structure : Secours Catholique de Saint Brieuc

Titre de la fiche : Le Jardin de la rencontre

Résumé : *L'association des jardins familiaux a mis en place plusieurs jardins familiaux à Saint-Brieuc. Nous nous intéressons ici à la parcelle cultivée par le Secours Catholique, qui est un jardin partagé au milieu d'un jardin familial.*

Contact : TETU Jean-Claude cotesdarmor@secours-catholique.org

Fiche publiée sous peu



Structure : CoopaParis

Titre de la fiche : La Coopérative Alimentaire de la Goutte d'Or de Paris

Résumé : *La CoopaParis est un projet innovant à la Goutte d'Or qui conjugue démocratie participative, économie solidaire, et création de lien social. Animée et gérée par ses membres, la Coop vend des produits issus de l'agriculture paysanne achetés directement auprès des producteurs.*

Contact : PRADAL Christophe christophepradal@gmail.com

Fiche publiée sous peu



Structure: Lefferts Community Food Coop

Titre de la fiche : Lefferts Community Food Coop: une coopérative alimentaire au cœur de Brooklyn

Résumé : *Animée et gérée entièrement par ses membres, cette coopérative à New York rabaisse les prix de ses produits de haute qualité en réduisant les frais d'opération de la boutique.*

Contact: OH Karen karen@houseofcakes.com

Fiche publiée sous peu

Structure : Le Cabas des Champs (initié par le CCCAS de Kérangoff)

Titre de la fiche : Le Cabas de Champs: un groupement d'achats solidaire et participatif

Résumé : *Le Cabas des Champs est un groupement d'achats alimentaires, solidaire et participatif, porté par les associations des centres sociaux de Brest. Initié en 2014, l'initiative atteint cinq quartiers, permettant aux adhérents de faire des économies et s'approvisionner auprès de producteurs locaux pour des légumes de qualité à tarifs modérés.*

Contact : LECHAT Maryvonne cs-kerangoff.cafbrest@caf.cnafmail.fr ou lecabasdeschamps@gmail.com

Fiche publiée sous peu





Structure : Banque Alimentaire de Touraine

Titre de la fiche : Les Chasseurs ont du cœur avec la Banque Alimentaire de Touraine

Résumé : *La Fédération des chasseurs d'Indre et Loire a appelé les sociétés de chasse du département à partager une partie de leur gibier avec des familles démunies n'ayant pas accès à des produits alimentaires de luxe, en période de fête notamment. La Fédération travaille pour ce faire depuis 2012 avec la Banque alimentaire de Touraine.*

Contact : DOYER Daniel ba370@banquealimentaire.org

Fiche publiée sous peu



Structure : Santropol Roulant

Titre de la fiche : Santropol Roulant: l'inclusion sociale par un service de livraison de repas sains à des clients en perte d'autonomie

Résumé : *Au cœur des activités du Roulant, le service de popote roulante cuisine, prépare et livre plus d'une centaine de repas sains et nutritifs, chaque jour, à des personnes en perte d'autonomie à Montréal. C'est grâce au service de livraison de repas chaud au domicile que les jeunes et les aînés se rencontrent et tissent des liens qui renforcent plus que leur communauté mais toute une génération à venir.*

Contact: HOUDE Karine karine@santropolroulant.org

Fiche publiée sous peu



Structure : Samu Social de Paris

Titre de la fiche : Les ateliers cuisine aux micro-ondes pour un repas équilibré et économique

Résumé : *Depuis octobre 2015, le Samu social de Paris organise des ateliers de cuisine aux micro-ondes à destination des familles hébergées en hôtel social, afin qu'elles puissent accéder à une alimentation équilibrée et économique tout en prenant en compte l'équipement limité disponible à l'hôtel.*

Contact : CHERUY Guillaume g.cheruy@samusocial-75.fr

Fiche publiée sous peu



Structure : L'EPSO

Titre de la fiche : Epicerie sociale et solidaire à Montpellier

Résumé : *L'Epsa est une épicerie sociale à Montpellier, créée par l'association culturelle La Porte Ouverte il y a 3 ans. Les bénévoles ont développé un mode de financement innovant en distinguant les clients solidaires des bénéficiaires sociaux. Le projet a dû être arrêté en octobre 2015, notamment faute de financement.*

Contact : COMBET Murielle contact@lepsy.fr

Fiche publiée sous peu



Structure : CCAS d'Angers

Titre de la fiche : Les Filets Solidaires du CCAS d'Angers

Résumé : *Le CCAS de la ville d'Angers a mis en place depuis 2011 la distribution de Filets solidaires, en partenariat avec le Jardin de Cocagne Angevin. Les filets sont composés en partie de produits de surplus, triés par le Jardin de Cocagne, puis sont distribués aux usagers dans des lieux de vie sociale (maisons de quartier...etc). Ils sont destinés à des personnes en précarité qui n'ont pas accès à l'aide alimentaire traditionnelle, et le prix du filet varie en fonction de leurs ressources.*

Contact : DENIEULLE Annie annie.denieulle@ville.angers.fr

Fiche publiée sous peu